



International Task Force on Teachers for Education for All
POLICY DIALOGUE FORUM

28 - 29 November 2012 - Windhoek (Namibia)

Sous-thème 5

Suivi et évaluation des politiques et pratiques liées aux enseignants

- **Un constat partagé :**

- Le facteur enseignant est au cœur des arbitrages de politiques éducatives
- Des politiques enseignantes peu efficaces, beaucoup plus déterminées par les insuffisances du système que planifiées en termes de résultats attendus, des capacités existantes et de ressources à mobiliser
- Il y a plusieurs cas de politiques construites à partir du dialogue social que prend en compte les divers stakeholders.

Principales conclusions et recommandations

1. Le concept d' évaluation

- Faire la distinction entre l' évaluation des politiques , l' évaluation des pratiques enseignantes et l'évaluation des capacités existantes.
- Produire de l' information sur le fonctionnement du système éducatif, l'organisation scolaire et les pratiques de gestion sur place.
- Identifier les sources d' inefficacité.
- Comparer les objectifs (théoriques) fixés aux capacités réelles dont on dispose et redessiner les politiques.
- Améliorer l' efficacité par l' adoption de mesures correctrices partagés par les acteurs éducatifs.
- contribuer au pilotage de la politique en fonction de l' intégration des ressources existants.
- Des programmes tels que le SACMEQ et le PASEC proposent des cadres méthodologiques adéquats pour connaître les connaissances des élèves et enseignants, mais ne sont pas suffisants pour évaluer les politiques globalement. SABER (Banque mondiale) ou TTISSA (UNESCO) offrent des cadres plus élargies dans ce sens.

Principales conclusions et recommandations

- 2. Importance de l'analyse diagnostique

- Constitue un préalable indispensable à la définition d'une politique enseignante rénovée et performante

Ce travail analytique nécessite :

- Un système d'information statistique fiable

- Une démarche d'appropriation participative (forte culture du consensus et du dialogue social)

- Une approche globale, intersectorielle

- une large diffusion des résultats afin d'être pleinement appropriés par l'ensemble des acteurs

Principales conclusions et recommandations

3. Les politiques enseignantes

Forte dimension sociale et humaine. Nécessité de compléter l'approche quantitative par une approche plus qualitative.

Ne pas ignorer les réalités (socioéconomiques) du terrain et la dimension intersectorielle

Mesures pouvant améliorer l'efficacité :

- évaluation régulière des pratiques enseignantes à partir de la combinaison des différents dispositifs d'évaluation en vue d'élever le niveau de la qualité des apprentissages scolaires
- lier les résultats des évaluations aux stratégies de formation continue
- prendre en compte des indicateurs d'alphabétisation convergents, y compris l'alphabétisation aux médias et à l'information
- entreprendre et soutenir un dialogue globale, intersectorielle, participative au long du développement des politiques et des programmes

Principales conclusions et recommandations

- Promouvoir le principe de redevabilité (accountability) des enseignants mais aussi celui de l'Etat et de l'Administration.
- Instaurer des mesures destinées à attirer et retenir des enseignants de qualité.
- Lier la question du renforcement de la motivation des enseignants aux conditions de travail, à l'environnement professionnel, aux perspectives de carrière...
- Mettre en place un mécanisme de suivi et d'évaluation permettant de passer d'une gestion par les moyens à un pilotage par les résultats.
- Construire du savoir sur le vrai fonctionnement des systèmes éducatifs et des stratégies efficaces sur place pour aboutir aux résultats.

Principales conclusions et recommandations

4. Formulation d' une politique enseignante : Finalité et principes.

Trois points ont été soulignés :

- La politique enseignante est une composante à part entière de la stratégie sectorielle qui doit être conçu aussi dans une approche intersectorielle.
- La politique enseignante est formée de différents éléments constitutifs (recrutement, formation, statut, déploiement, rémunération...) qu'il convient de piloter globalement.
- La politique enseignante ne peut s' affranchir des contraintes macroéconomique et financière.
- Inclure dans la révision de EFA (2015) la dialogue sur les alphabétisations convergentes, y compris alphabétisation de médias et de l'information.